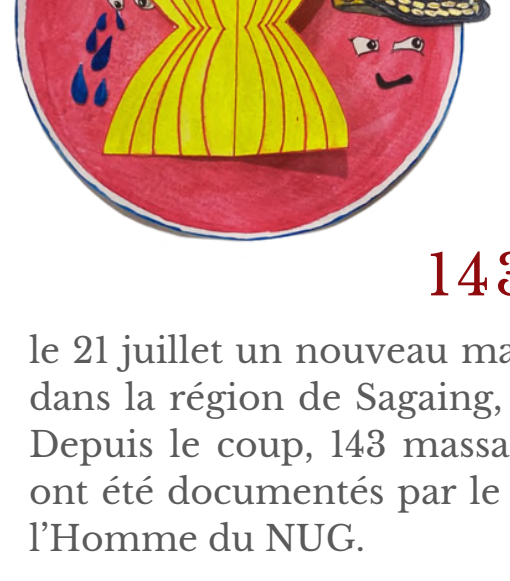


Les chiffres



26

le 23 juillet a marqué le 26ème anniversaire de l'entrée de la Birmanie dans l'ASEAN

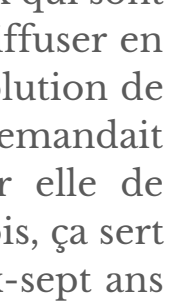
143

le 21 juillet un nouveau massacre était documenté dans la région de Sagaing, 14 villageois assassinés. Depuis le coup, 143 massacres (+ de 5 civils tués) ont été documentés par le ministère des droits de l'Homme du NUG.



50 000

c'est le nombre de nouveaux déplacés internes entre le 12 juin et le 17 juillet selon un rapport publié par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés



Brèves

DISPARITION DE JANE BIRKIN : LA BIRMANIE PERD UNE ALLIÉE

"Urgence pour la jeunesse birmane en grave danger... tout comme toute opposition à la junte... au moins nous on peut boycotter signer des pétitions pour ceux qui sont en péril". Ce sont les quelques lignes que Jane Birkin me demandait de diffuser en son nom, sous forme de tweet, le 22 mars 2021 : la répression de la "révolution de printemps" avait alors commencé. "Au moins nous on peut" : Jane se demandait toujours comment l'on pouvait être utile. Il ne s'agissait jamais pour elle de nommer une atrocité pour l'évacuer de sa conscience. Car nommer, parfois, ça sert à ça : on dit et parce que l'on a dit, on oublie. J'ai été témoin, je crois dix-sept ans durant, du fait que l'on pouvait compter sur Jane : il ne s'agissait pas pour elle d'oublier mais d'agir, en usant de sa notoriété et toujours en bonne intelligence avec les autres acteurs de ce combat. Jamais pour parler à leur place, jamais pour se faire valoir. Elle a été une amie d'Info Birmanie parce qu'elle a été une amie de la Birmanie - ce qui a été rappelé ce 24 juillet, dans l'enceinte de l'église où se déroulaient ses obsèques, par son manager Olivier Gluzman (qu'il convient également de saluer). Jane savait que les violations des droits humains commises par les militaires birmans n'étaient pas des abstractions : elle ne faisait pas partie des personnes pour qui "tout ça" - les atrocités commises en Birmanie mais aussi ailleurs - est un peu lointain. C'était là et c'était vrai, elle en parlait encore il y a quelques mois, évoquant le t-shirt de Kyal Sin. J'ai voulu lui rendre hommage. Aux quelques paragraphes auxquels le lien ci-dessous donne accès je voudrais peut-être ajouter beaucoup de choses mais pour l'heure je m'arrêterai à cette dernière précision : je n'ai jamais douté de Jane, je veux dire humainement parlant. Et j'avais raison, c'est vraiment une chose que je sais.

PAR FRÉDÉRIC DEBOMY, ANCIEN PRÉSIDENT D'INFO BIRMANIE

<https://blogs.mediapart.fr/frederic-debomy/blog/190723/deux-ou-trois-choses-que-je-sais-de-jane-birkin>

ASSK, PRISONNIÈRE POLITIQUE ET OTAGE DE LA “DIPLOMATIE” DE LA JUNTE

Le 12 juillet, le ministre des affaires étrangères de Thaïlande annonçait avoir rencontré Aung San Suu Kyi, en personne le 9 juillet. Une surprise pour tous les observateurs, sachant que jusqu'ici personne n'avait pu rendre visite à la Dame de Rangoun, entraînant condamnation et doute. L'autorité Nommé négociateur, invité de la junte, assure qu'ASSK est en bonne santé et “ouverte au dialogue”. Une position surprenante, en juin 2023, le Bangkok post titré son refus de négocier avec l'armée. La ministre des affaires étrangère du NUG a déclaré sur le sujet : "Nous ne serons en mesure de croire que la réunion s'est réellement déroulée uniquement lorsque les personnes impliquées l'auront dit. Mais aujourd'hui, notre leader est détenue en prison et la nouvelle a été diffusée de manière unilatérale, en faveur de la junte militaire (...). Je pense également que la nouvelle de la visite du ministre thaïlandais est une tentative bien planifiée et opportune de la junte pour prendre l'avantage juste avant la réunion de l'ASEAN". Une action unilatérale de la Thaïlande dont la crédibilité a été remise en question mais surtout mal perçue par nombre de partenaires au sein de l'ASEAN, considérant que cela affaiblit la position du groupe et les chances d'application du consensus en 5 points, signé mais ignoré par la junte. Sûrement pas la réaction espérée par le SAC. (Le 25 juillet, la presse affirmait que l'armée avait l'intention de transférer ASSK de sa cellule solitaire de la prison de Naypyidaw, à une résidence surveillée. L'utilisation de la personne d'ASSK comme levier de négociation, tant sur la scène nationale qu'internationale n'est pas sans rappeler le comportement de la précédente dictature militaire du SPDC.

LE MANIPUR S'ENFLAMME, LES RÉFUGIÉS BIRMANS SONT CIBLÉS, N.MODI RESTE IMPASSIBLE

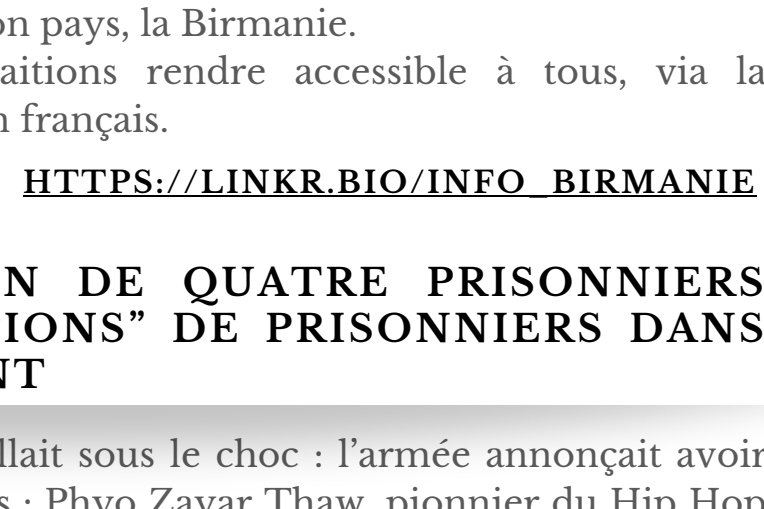
Alors que le conflit inter-ethnique qui déchiffre cet Etat indien frontalier avec la Birmanie s'envenime depuis le mois de mai, la guerre au Myanmar est pointée du doigt par la majorité ethnique Meitei comme un des principaux facteurs de déstabilisation. Ce conflit peu documenté, dans un État isolé où internet a été coupé, a fait au moins 140 morts et 60 000 déplacés internes sur les trois derniers mois. Les réfugiés birmans y sont pointés comme un facteur de déstabilisation, bien que massivement refoulés, traqués et emprisonnés. Les autorités Manipuriennes ont d'ailleurs fait appel ce mois-ci aux Assam Rifles, une unité paramilitaire sous contrôle de l'Etat central pour refouler 718 birmans, dont 301 enfants. La situation est bien différente de l'Etat voisin du Mizoram qui accueille plus de 40 000 réfugiés birmans, malgré l'absence d'aide du gouvernement central indien et d'accès des ONG internationales. Des vidéos d'exactions entre civils ont déclenché une vague d'indignation poussant N.Modi a sortir de son silence. Néanmoins ce dernier ne semble toujours pas prêt à faire évoluer sa position paradoxale : soutenir la junte en lui fournissant des armes, alors que celle-ci ne contrôle pas les territoires le long des 1 600 km de frontière commune et que les exactions de son partenaire ont des conséquences de plus en plus évidentes et complexes sur les territoires du nord-est indien.

UE/MYANMAR ENTRE SANCTIONS ET ÉCHANGES COMMERCIAUX FLORISSANTS

Le 20 juillet le Conseil de l'Union Européenne annonçait une septième série de sanctions à l'encontre de la junte birmane, incluant notamment une entreprise d'Etat minière. 99 personnes et 19 entités sont désormais sanctionnées par l'UE, des sanctions ciblées que nous soutenons, bien qu'encore minimes et surtout non coordonnées. 13%, c'est le pourcentage des cibles communes parmi les sanctions américaines, britanniques et européennes, deux ans après le coup d'Etat selon un rapport de Global Witness. Les Etats-Unis ont sanctionné deux banques d'Etat utilisées pour les achats d'armes notamment, Myanmar Foreign Trade Bank (MFTB) and Myanma Investment and Commercial Bank (MICB), le Royaume Uni a ciblé les fournisseurs de carburant d'aviation face à la désastreuse campagne de bombardement de cibles civiles en cours, l'Union européenne la Myanmar Oil and Gaz Entreprise (MOGE), 1ère source de revenus de la junte. Ces trois objectifs de choix sont sanctionnés unilatéralement, une opportunité manquée, affaiblissant l'impact des sanctions et exposant la faiblesse du front diplomatique international de soutien au mouvement pro démocratique birman. Dans le même temps, les échanges commerciaux de l'UE avec le Myanmar ont augmenté. +80 % d'importation l'année dernière par rapport à 2021. Une augmentation qui pose question quant au message de l'UE aux autorités militaires, qui ne manquent pas d'utiliser ce partenariat commercial florissant dans sa propagande comme preuve de la normalisation de la situation post coup ; mais aussi sur les taxes et devises étrangères versés à la junte. Peut-on afficher l'ambition de couper les fonds de l'armée birmane et dans le même temps augmenter de façon significative nos importations ?

LES ACTES DU 15 MAI “UN AMBASSADEUR DE LA CULTURE ROHINGYA : RENCONTRE AVEC LE POÈTE MAYYU ALI”

Le 15 mai dernier, nous avions l'honneur de co-organiser une conférence avec Mayyu Ali à l'Inalco avec Mme de Mersan, anthropologue et maîtresse de conférences et Emilie Lopes, co-autrice de “L'effacement”, Edition Grasset. A travers cette rencontre exceptionnelle, nous nous sommes intéressés à la culture des Rohingya(s) dont la méconnaissance générale, y compris en Birmanie, est à la source du drame de leur situation.



Mayyu Ali a partagé son vécu personnel de décennies de persécutions, tout en rendant compte de l'histoire contemporaine des Rohingya, mais aussi ses espoirs pour l'avenir de sa communauté et de son pays, la Birmanie. Un témoignage rare que nous souhaitons rendre accessible à tous, via la publication d'un E-book, en anglais et en français.

[HTTPS://LINKR.BIO/INFO_BIRMANIE](https://linkr.bio/info_birmanie)

UN AN APRÈS L'EXÉCUTION DE QUATRE PRISONNIERS POLITIQUES, LES “DISPARITIONS” DE PRISONNIERS DANS LES PRISONS SE MULTIPLIENT

Le 25 juillet 2022, la Birmanie se réveillait sous le choc : l'armée annonçait avoir mis à mort quatre prisonniers politiques : Phyo Zayar Thaw, pionnier du Hip Hop birman puis député de la LND | Kyaw Min Yu, dit « Ko Jimmy » vétéran du mouvement révolutionnaire « génération 88 » | Hla Myo Aung et Aung Thura Zaw, accusés d'avoir assassiné une informatrice de la junte. Elle rompait avec un moratoire tacite sur les exécutions en place depuis 1988. Après la sidération, l'annonce des exécutions avait déclenché des émeutes dans les prisons, une condamnation unanime, de nombreux témoignages de soutien aux familles, des manifestations format “flash mob” en Birmanie et dans la diaspora, avec le bruit assourdissant des casseroles dans les villes. Transcendant la terreur imposée par le régime, la population montrait sa détermination dans son combat pour la liberté et la démocratie.

Un an plus tard, la junte n'a officiellement pas exécuté d'autres prisonniers condamnés à mort, pourtant... de plus en plus de détenus sont considérés comme disparus ou décédés. La reconnaissance de l'assassinat de prisonniers par la junte s'accompagne de grotesques justifications. Le 27 juin, 37 détenus de la prison de Daik-U devaient être transférés dans différentes prisons, mais aucun n'est arrivé à destination. 8 d'entre eux ont été officiellement reconnus morts par la junte, dans des lettres envoyées à leur famille. L'explication est la même: lors d'un accident de la route, le détenu aurait tenté de s'évader et aurait été abattu. La même histoire, dans différents véhicules, sur des itinéraires différents. Des assassinats extra-judiciaires dont la documentation difficile permet à la junte de tuer incognito, en limitant les réactions internes, et bénéficiant du silence et l'impunité de la communauté internationale. Au total 158 personnes ont été condamnées à mort depuis le coup d'Etat. 99 morts en détention ont été documentés par l'AAPP.

Vidéo



COMMENT LA RUSSIE ET LA CHINE ARMENT LA JUNTE MILITAIRE EN BIRMANIE

Le Monde, Myanmar Witness (9 min)

INSIDE MYANMAR'S HIDDEN WAR

Sky News, en anglais uniquement (40 min)



Pétition

SOUTENEZ NOTRE CAMPAGNE SUR LES INVESTISSEMENTS BANCAIRES FRANÇAIS EN LIEN AVEC LA JUNTE BIRMANE EN SIGNANT ET EN PARTAGEANT NOTRE PÉTITION COMME PRÈS DE 1 600 PERSONNES

Notre rapport complet "Investir dans el cartel militaire birman : que finance votre banque", ainsi que la lettre type d'interpellation sont dans notre [link tree](#).

L'image

MÊME L'ÉLÉPHANT NE VEUT PAS RESTER AVEC EUX !

Pour fêter les 1 an de la naissance d'un éléphant blanc, signe de bon augure, et la finalisation de la statue géante du Bouddha Maravijaya, la banque centrale birmane va émettre des billets de 20000Ks. Un empilement de symboles censés montrer l'épanouissement de l'Etat birman !

Crédit @t_h_a.mm

